

La France et l'Afrique noire

Robert Cornevin

Volume 1, numéro 4, 1970

L'Afrique noire : nouveau partenaire international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700063ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700063ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cornevin, R. (1970). La France et l'Afrique noire. *Études internationales*, 1(4), 88-101. <https://doi.org/10.7202/700063ar>

LA FRANCE ET L'AFRIQUE NOIRE

Traiter des relations de la France et de l'Afrique noire dans son ensemble au cours des dix ou quinze dernières années est une tâche difficile. Tout d'abord fonctionnaire français, je n'ai pas qualité pour parler au nom des services français de la Présidence de la République (M. Foccart), du ministère des Affaires étrangères (M. Schumann), du secrétariat d'État aux Affaires extérieures chargé de la Coopération (M. Yvon Bourges) ou de celui des départements et territoires d'outre-mer compétent pour la Réunion et la Côte des Afar et des Issa (M. Rey). Rappelons toutefois que l'usage veut qu'un fonctionnaire participant à un colloque parle toujours en son nom personnel.

Le problème est différent suivant qu'il s'agisse de l'ancienne Afrique française, de l'ancienne Afrique belge, de l'Éthiopie, du Libéria, des anciens territoires britanniques ou des colonies portugaises, de la Guinée équatoriale et du Rio de Oro.

Diversité des États d'Afrique noire

Ils sont quinze à avoir hérité des structures administratives françaises autoritaires et hiérarchisées, utilisées d'autant plus facilement par les nouveaux gouvernements africains qu'ils s'appuyaient presque toujours sur un parti unique ou largement dominant.

Pour le Congo-Kinshasa, la rupture belgo-congolaise de juillet 1960 donne à la France une position particulière. Le représentant de la France aux Nations-Unies, certes, sera le seul à voter constamment aux côtés du représentant de la Belgique. Mais, par ailleurs, la France peut aider le Congo sur divers plans, en particulier administratifs et culturels. Dans cette perspective, reparler du vieux *droit de préemption* de la France sur le Congo à la veille de l'indépendance (même sur le conseil de l'abbé Fulbert Youlou) était une maladresse inutile.

Les hommes politiques du Rwanda et du Burundi évangélisés par des Pères Blancs français avant les colonisateurs allemands étaient au début fort bien disposés

M. Robert CORNEVIN est attaché au Centre d'études et de documentation sur l'Afrique et l'Outre-mer, de Paris.

pour la France, la communauté de langue ouvrant d'intéressantes perspectives culturelles.

L'Éthiopie, où l'influence française jusqu'en 1936 fut prépondérante, bénéficiait d'une sollicitude particulière d'autant mieux acceptée que les Anglais, en aidant en 1941 l'Empereur à reprendre son trône, avaient commis des maladresses qu'excusait à peine l'état de guerre.

Par ailleurs, la position de la Côte française des Somali, devenue Côte des Afars et des Issas, revendiquée à la fois par la République de Somalie et l'Éthiopie donnait à la France une position de force dont on appréciera la valeur lors de la visite du Général de Gaulle.

En ce qui concerne les colonies anglophones, malgré certains écarts de langage au lendemain des indépendances, une rupture des relations diplomatiques décrétée par le gouvernement de Nigeria après l'explosion de la première bombe atomique française, les relations ont été bonnes dans l'ensemble et ont permis d'importants investissements privés français, notamment au Nigeria et au Ghana.

Le Libéria a des relations anciennes et cordiales avec la France.

Avec l'Afrique orientale (Tanganyika, Kenya, Ouganda), la France n'était guère représentée que par ses missionnaires : Pères Blancs de Monseigneur Lavigerie en Ouganda et au Tanganyika, Spiritains au Tanganyika. De même, au Malawi, Pères Blancs et Montfortains, en Zambie, Pères Blancs et protestants français de la mission de Paris chez les Barotsé (depuis le pasteur Coillard).

Cette action missionnaire était encore plus importante au Lesotho où les protestants français de la mission de Paris avaient été rejoints en 1860 par les Oblats de Marie Immaculée, également français, puis belges et canadiens.

Certes, le Botswana et le Sud-Ouest africain avaient été évangélisés à la fin du siècle dernier par les Oblats français de saint François de Sales. Mais c'était là de l'histoire ancienne.

Quant à la République d'Afrique du Sud, sa santé financière, son rôle de pilier métal de la Banque d'Angleterre (25% de la couverture or de la zone sterling) en faisait un lieu d'investissement privilégié avant que ne soit renouée avec la livraison d'un sous-marin une tradition commencée au temps de la guerre des Boers, lorsque les ingénieurs de la maison Schneider du Creusot accompagnaient des pièces d'artillerie (livrées au président Kruger); aider les Boers, à l'époque face à l'impérialisme anglais triomphant au lendemain de Fachoda, c'était du courage, alors que de nos jours c'est tout simplement une affaire, qui a été sévèrement jugée en Afrique francophone par les hommes d'États instruits dans les principes des Droits de l'homme et du citoyen. Même si les sous-marins sont difficilement utilisables dans la guerre subversive, ils constituent un renforcement de la contre-révolution en Afrique. Avec les colonies portugaises (dont l'économie souffrait parfois des diverses rébellions) les relations passaient le plus souvent par Lisbonne. Les tensions se situaient au niveau de la Guinée portugaise et des incidents de frontière avec le Sénégal, ce qui amenait la France à accroître son soutien logistique à une armée sénégalaise obligée sur la frontière à prendre des dispositions de combat. Par ailleurs, l'assistance sanitaire française assume forcément une partie de l'aide allouée aux réfugiés malgré l'importance et la valeur de l'aide internationale.

Toutefois, il est certain que la présence d'entreprises françaises dans le barrage de Cabora Bassa au Mozambique même (suivant une pittoresque expression africaine), par l'entremise de consortium internationaux, risque de « gâter le nom » de la France auprès des responsables politiques africains.

Les Afriques et la France

Parmi les États de l'*ancienne Afrique française* où la décolonisation a laissé en place des biens monétaires et administratifs dans une véritable armature de coopération, il faut distinguer, sur le plan juridique, les *six États de la Communauté*: Sénégal, Madagascar, Gabon, République centrafricaine, Congo-Brazzaville et Tchad, dont les ambassadeurs ont le titre de hauts-représentants bien que les États de l'ancienne AOF (Mali, Niger, Dahomey, Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Mauritanie), le Togo et le Cameroun aient un statut pratiquement identique.

La Guinée a une position à part, cependant que les pays dont la langue officielle, la langue nationale ou la langue de culture est le français (République démocratique du Congo, Rwanda, Burundi, Maurice) ont une position privilégiée du fait des besoins universitaires de ces pays. L'Éthiopie, dont les liens avec la France sont anciens et chaleureux, représente un cas particulier.

Pour la plupart des autres pays, la France, sauf le rayonnement missionnaire, n'existait que par la vertu des automobiles Peugeot ou des pneus Michelin. Toutefois, d'importants investissements étaient réalisés sous le régime Nkrumah au Ghana (textile) et Nigeria (travaux publics). Il faut cependant signaler la demande croissante en professeurs de français dans les pays anglophones, sauf bien sûr au Sud-Ouest africain où les trois langues officielles (anglais, afrikaans, allemand) relèguent notre langue au quatrième rang.

On peut donc distinguer en gros trois catégories d'États :

- 1) les États de l'ancienne Afrique française où la coopération française joue un rôle prépondérant ;
- 2) les autres États francophones et l'Éthiopie qui ont des liens privilégiés avec la France ;
- 3) le reste de l'Afrique où les relations industrielles et commerciales sont en accroissement de même que l'enseignement du français.

Politique africaine de la France et position des États africains

Vis-à-vis des premiers, dont s'occupe plus particulièrement le secrétariat d'État aux Affaires étrangères chargé de la coopération, les relations sont dans l'ensemble cordiales et confiantes.

S'agit-il, comme certains des bienveillants observateurs anglo-saxons ont bien voulu le laisser entendre, d'États marionnettes, d'États-clients qu'une indépendance

théorique laisserait à la merci des aumônes de l'ancienne métropole ? Ce n'est pas tout à fait aussi simple et les relations entre la France et les divers États de l'ancienne Afrique française ont parfois connu de difficiles fluctuations.

L'aspect militaire : Cameroun, Gabon, Tchad

Si la coopération est assurée sur place par les MAC (Missions d'aide et de coopération), l'aspect militaire mérite d'être envisagé.

Des accords de défense, conséquence des accords de communauté, existent avec les six républiques de cette Communauté. Des accords de défense ont été conclus également avec la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Niger, la Mauritanie et le Togo.

Le Cameroun n'avait pas inclu les accords de défense dans le traité de coopération alors même que les forces françaises jouaient un rôle non négligeable dans la lutte contre la rébellion bassa puis bamiléké. La Haute-Volta, en opposition avec les États de l'Entente, exigea l'évacuation totale des bases françaises et refusa l'accord de défense avec la France en lui accordant toutefois les droits de survol, d'escale et de transit. Au Mali, l'évacuation des troupes françaises (achevée en septembre 1961) fut demandée par le gouvernement de Bamako après l'éclatement de la Fédération du Mali.

Le problème qui se pose est un problème concernant la défense intérieure, le maintien et l'ordre. Il est certain qu'en août 1963, le gouvernement français laissa renverser le gouvernement de l'abbé Fulbert Youlou alors que le 23 février 1964, le putsch militaire du Gabon était arrêté par l'intervention des parachutistes français et le président Léon Mba rétabli. Rappelons que les élections du 12 avril 1964 permettaient à l'opposition de s'exprimer, ce qui donnait :

Inscrits	309 049	
Votants	262 772	85,67%
Nuls	5 679	
B. D. G. (parti gouvernemental)	125 367	48,76%
Apparentés	17 022	6,62%
TOTAL :	142 389	55,38%
Union démocratique et sociale (partisans de M. Aubame)	66 362	25,42%
Autres opposants	48 342	19,15%
TOTAL (opposition) :	114 704	44,57%

Au Tchad, l'intervention militaire française est la conséquence des accords de coopération. La rébellion a pu se développer au nord dans le B. E. T. (Borkou, Ennedi, Tibesti) à la suite du retrait des administrateurs et militaires français. Dans ces régions islamisées, la relève, effectuée par des administrateurs Sara, aboutit à des frottements et tensions. Puis, ce fut le déclenchement de mouvements d'insurrection par les anciens seigneurs du nord du *Dar-el-Islam* refusant l'autorité des fonctionnaires et militaires du *Dar-el-Abid* (pays des esclaves).

Cette intervention a été montée en épingle en France par l'opposition, qui a retrouvé le vocabulaire de la guerre d'Algérie et profite de la réorganisation administrative effectuée par un gouverneur de la FOM, M. Lami, d'ailleurs rentré aujourd'hui en France pour parler de recolonisation et de néo-colonialisme.

En fait, le Tchad, dans son immense majorité, aspire à la paix et la remise en ordre administrative était vraiment nécessaire. Quant à la justification de l'intervention militaire, la coopération forme un tout et la France se borne à honorer sa signature.

L'aide publique française aux États africains et malgaches

— Les accords de coopération : le cadre contractuel

Si nous tenons à préciser certains points de l'aide militaire, c'est parce que c'est l'une des plus controversées et l'une des moins connues. Elle s'intègre toutefois dans les *accords de coopération* : conclus avec des États souverains, ces accords relèvent du droit international et peuvent être répartis sous cinq rubriques :

- a) *politique* (accords de défense, accords pour les matières premières, accords pour les produits stratégiques) ;
- b) *économie et finances* (accord monétaire, postes et télécommunications, transports) ;
- c) *juridique* (accord dans le domaine judiciaire, conventions d'établissements, conventions consulaires) ;
- d) *culturel et social* (accords de coopération culturelle ; accords dans le domaine universitaire) ;
- e) *coopération technique* (accord réglementant l'envoi de spécialistes et techniciens français).

À l'intérieur de ces accords-cadres ont été conclus des accords précisant les modalités de l'action entreprise. Le ministère de la Coopération créé en 1961 a été remplacé en 1966 par un secrétariat d'État pour que la politique étrangère française conserve son unité. Le secrétariat d'État (20, rue Monsieur) dispose dans chacun des États des MAC (Mission d'aide et de coopération) d'antennes destinées à faciliter sur place la mise en œuvre du personnel mis à la disposition des États.

Le FIDES (Fonds d'investissements pour le développement économique et social) avait dépensé, de 1946 à 1959, près de 8 milliards en investissements publics. Le 25 mars 1959 est créé le FAC (Fonds d'aide et de coopération) qui assure :

- les crédits nécessaires à un certain nombre d'actions permanentes ;
- les dépenses de personnels d'assistance technique français mis à la disposition des États ;
- les concours financiers affectés à des équipements administratifs sociaux et culturels (équilibre du budget) ;
- les crédits d'équipement économique et social.

La répartition des crédits FAC par secteurs s'établit de la façon suivante en pourcentage :

	1965	1966	1967	1968	1959-68
Études générales	2	3	4	3,22	4,20
Production agricole	28	33	37	33,46	33,12
Production industrielle	13	8	6	13,32	10,49
Infrastructure	17	17	17	14,90	20,13
Équipement sanitaire et social	7	6	5	4,64	5,23
Équipement scolaire et universitaire	16	16	13	12,56	12,69
Action culturelle — formation technique	17	17	18	16,43	12,83
Dépenses générales				1,47	1,31

Ces pourcentages marquent bien l'importance de l'action culturelle et de l'infrastructure comme aussi de la production agricole.

La *Caisse centrale de coopération économique* a remplacé l'ancienne Caisse centrale de la France d'Outre-mer (qui datait de 1946). Elle accorde des prêts aux banques de développement. Il faut citer aussi des organismes comme l'O. R. S. T. O. M. (Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer), l'ASECNA (Agence pour la sécurité de la navigation aérienne), la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) qui garantit les exportations de biens d'équipement.

Effectifs de l'assistance technique

	1966	1967	1968	1969
<i>Enseignement et formation</i>	5 517	6 121	6 502	6 416
dont agents civils	4 630	5 160	5 420	5 466
volontaires du service national	887	961	1 082	950
<i>Coopération technique</i>	4 372	4 248	4 167	3 345
dont agents civils	3 843	3 616	3 419	2 968
volontaires du service national	529	632	748	377
Total	9 889	10 369	10 669	9 827

Il y a donc un effort important et qui se poursuit. Dans une intéressante étude¹ à laquelle sont empruntés la plupart des chiffres cités, Simone Malet-Buisson attribue à l'aide française l'accroissement du produit intérieur brut signalé dans chacun des États.

Période	État	Accroissement de P.I.B. (taux annuel) %	Accroissement de P.I.B. (taux moyen) %
1959-1965/6	Cameroun	7,1	4,5
1961-1964	République centrafricaine	6,5	4,6
1960-1966	Côte d'Ivoire	9	7,7
1959-1963	Dahomey	5,3	3,3
1960-1967	Gabon	9,2	7,9
1959-1964	Haute-Volta	5,8	3,6
1960-1965	Madagascar	4,2	2,4
1959-1964/5	Mali	4,2	2,1
1959-1964	Mauritanie	18,6	15,9
1959-1965	Sénégal	5,2	3,5
1958-1963	Tchad	5,7	3,5
1958-1962	Togo	6	3,7

Sur le plan des dépenses consenties par la France, les chiffres sont impressionnants. De 1959 à 1968, l'aide publique française aux États d'Afrique et de Madagascar atteint 18 milliards de francs, soit environ 3 millions de dollars pour les seuls FAC et CCE.

En 1969, l'aide a été la suivante :

	Millions de F	Pourcentages %
Secrétariat d'État aux Affaires étrangères	1 160,90	86
Éducation nationale	102,99	7,6
Transports	70,30	5
Équipement et logement	9,97	
Intérieur	4,85	1
Postes et télécommunications	2,23	0,4
Services du Premier Ministre	0,19	

¹ « L'aide publique française aux États africains et malgaches », *Bulletin de liaison et d'information de l'administration centrale des Finances* N° 48, juillet-septembre 1969.

Seule la France, parmi les États qui pratiquent la coopération, dans son aide au Tiers-Monde atteint et dépasse la proportion de 1% du revenu national.

Les critiques

L'effort de coopération est donc important. Il l'est d'autant plus que la coopération est peu populaire en France où la presse est fréquemment cartériste. Faut-il préciser qu'il s'agit du journaliste français Raymond Cartier qui, à la suite d'une retentissante série d'articles, a invité le gouvernement français à diminuer les crédits de coopération (la Corrèze avant le Zambèze !) et où chaque visite de « rois nègres » est considérée par une partie de la presse comme autant de fonctions budgétaires au détriment de Français qui continuent d'ignorer superbement la géographie.

En fait, les Français admettaient un peu la coopération comme une « fantaisie » du général de Gaulle.

Les critiques officielles africaines sont très modérées. Elles s'expriment toutefois discrètement lorsque, par exemple, le gouvernement français, subventionnant tel déficit particulièrement lourd d'une république du golfe du Bénin, veut lui donner de trop près des conseils de gestion financière.

Mais les critiques viennent maintenant de plus en plus souvent d'étudiants et de professeurs africains. Ceux-ci contestent l'importance de l'effort financier français puisque le phénomène du retour des flux privés rapatrie une partie notable des salaires des coopérants, sans compter la tendance d'une certaine bourgeoisie africaine à investir prudemment dans l'ancienne métropole.

Les salaires des coopérants paraissent excessifs : un enseignant français à diplôme égal touche parfois trois ou quatre fois plus qu'un enseignant africain. Ces coopérants viennent trop souvent « faire du CFA » et se désintéressent de la région d'Afrique où ils servent. Ils sont dans l'ensemble mal préparés aux tâches qu'ils doivent assumer.

Parfois le gouvernement africain préfère utiliser le coopérant (qui ne coûte rien et est plus malléable) que le national. Ce qui justifie et aggrave la fuite des cerveaux (Colloque à Tunis de l'AURELF, 1968).

Le coopérant français est extérieur à l'entreprise nationale. Il ne dépend que de la MAC. Sous la IV^e République, de nombreux fonctionnaires (en particulier les enseignants) dépendaient bien davantage de l'Assemblée territoriale. À ces critiques s'ajoutent celles concernant les études confiées à des sociétés d'économie mixte composées souvent de hauts fonctionnaires et d'ingénieurs retraités. Ces études coûtent très cher et parfois leur coût empêche la réalisation du projet concerné... , ce qui est un comble.

Des chercheurs et professeurs de tendances socialistes ont dénoncé plus vigoureusement la forme des investissements et contrats. Est-ce l'effet de ces critiques ?

La formule, en tout cas, a été sensiblement améliorée et lors de notre visite à l'exploitation d'uranium d'Arlit (Niger), un journaliste canadien notait que la part revenant à la République du Niger était très supérieure à ce que certaines sociétés minières américaines laissaient à l'État du Québec.

Quelques exemples de coopération

La destinée des quatorze républiques africaines n'a pas été uniformément favorable et certaines d'entre elles ont connu quelques à-coups.

— Le Mali : contre-coup de la rupture avec le Sénégal

On sait dans quelles conditions, en août 1960, fut consacré à Dakar l'éclatement de la Fédération du Mali aboutissant, avec Modibo Keita, à la République du Mali (ancien Soudan français) et à la République du Sénégal.

Le Mali, très proche de la Guinée sur le plan ethnique (importance du peuplement mandingue), prenait des options socialistes voisines et adhérait au groupe dit de Casablanca, lequel rassemblait alors Égypte, GPRA, Maroc, Ghana, Guinée, Mali, ce groupe correspondant à l'*Afrique révolutionnaire*.

Par la suite, après avoir quitté la zone franc, le Mali y revenait en des conditions qui furent facilitées par la valeur du ministre des Finances malien, M. Nègre.

— Sénégal

Le Sénégal retrouvait ses problèmes et ses frontières, problèmes économiques de l'arachide et de la diversification des cultures, problème de l'agglomération dakaroise bâtie pour être capitale de la fédération d'AOF avec une infrastructure portuaire et industrielle disproportionnée pour une république de 3,200,000 habitants. Par ailleurs, sur le plan frontalier, le Sénégal subit le redoutable handicap de la Gambie vivant en parasitisme comme une sangsue enfoncée dans la chair du Sénégal, alors que le problème des incursions portugaises et des réfugiés provoque de graves remous.

Dans ces conditions, on comprend l'importance de la coopération française dans tous les domaines, en particulier dans le secteur universitaire.

— Mauritanie

La Mauritanie, soutenue par la France, a eu pour objectif d'être un pont entre l'Afrique septentrionale de culture arabe et l'Afrique noire dont elle dépendait. L'affaire sera longue avec le Maroc, dont les revendications territoriales allaient fort loin dans un Sahara dont les mines n'étaient plus des mirages mais des certitudes sonnantes et trébuchantes. Il fallut, l'année dernière, le souci marocain d'ouverture pour que le drapeau mauritanien flottât à Rabat lors de la visite officielle de Moktar Ould Daddah.

Dans ces conditions, le retard de l'admission de la Mauritanie à l'O.N.U. en 1960 n'est plus qu'un mauvais souvenir, une difficulté surmontée grâce à l'appui des États frères d'Afrique noire.

— Congo-Brazzaville

Au Congo-Brazzaville, la démission du président Youlou (13-16 août 1963), sous la pression populaire, s'effectua sans l'intervention de la France. La personne de Fulbert Youlou était très mal vue des catholiques, et lors de la visite officielle à Paris de Fulbert Youlou, le protocole avait dû faire des prodiges d'équilibrisme pour ne jamais prononcer le mot *abbé*. On préférait le *président Fulbert Youlou* mais à aucun prix « l'abbé Youlou » ne devait être prononcé.

— En République centrafricaine

Le général Jean Bedel Bokassa se veut le soldat de la *France-Libre* qu'il fut durant la guerre, d'où, sous la présidence du général de Gaulle, le recours à une certaine fraternité d'armes en cas de tension.

Aussi lorsque, les 19 et 20 novembre dernier, une quarantaine de Français, techniciens des sociétés minières, sont expulsés, la réaction de M. Yvon Bourges est-elle vive. Des tensions sont encore sensibles entre certains ministres et certains coopérants français.

— La Guinée

Dans les États de l'ancienne AOF, la Guinée occupe une position particulière. On sait dans quelles conditions la Guinée, votant *non* au référendum de septembre 1958, se vit deux mois plus tard privée de son personnel administratif européen. Sékou Touré, soupçonnant l'ancienne puissance coloniale de vouloir le renverser, dénonça à plusieurs reprises des complots basés au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Après le *non* de 1958, la Guinée reçoit de nombreux intellectuels de gauche africains, français, haïtiens... mais les relations s'améliorent et le 12-20 mai 1963, des accords franco-guinéens sont paraphés entre M. Couve de Murville et Habib Delond, d'une part, Diallo Saïfonlaye, président de l'Assemblée nationale, Ismaël Touré, ministre du Développement économique, Moussa Diakité, ministre des Finances, d'autre part. Cette conférence appuie le contentieux. En 1960 la Guinée, en effet, a constitué une zone monétaire autonome. Les nationalisations et saisies de biens français ont représenté environ 9 millions d'anciens francs, alors que les pensions non payées aux anciens militaires guinéens ou à leurs ayants droit représentaient 12 milliards d'anciens francs. On repart sur des bases nouvelles et une coopération confiante s'établit entre la France et la Guinée, mais le 19 novembre 1965, les relations diplomatiques sont rompues, à l'initiative de Conakry, entre la France et la Guinée. Elles n'ont pas été rétablies depuis.

Le complexe de Fria, entreprise française, utilise du personnel français en

assez grand nombre, mais il n'y a pas de relations diplomatiques. Certes, la Guinée a dénoncé avec vigueur l'entreprise francophone. Mais la Guinée est — d'après le témoignage de certains éditeurs de livres scolaires — le pays qui importe le plus de livres français. Le gouvernement guinéen s'est récemment rapproché du gouvernement du Sénégal, du Mali et de Côte d'Ivoire. À plusieurs reprises, les représentants guinéens et français ont manifesté leur désir de voir rétablir des relations diplomatiques.

— Le Congo-Kinshasa

La communauté de langue et une certaine impopularité des Flamands donnèrent à la France une place privilégiée dans le domaine culturel.

Ces relations ne se démentirent à peu près jamais, malgré la présence de mercenaires français durant la « campagne du Katanga » contre les forces de l'O.N.U. (1962), malgré la présence aussi de mercenaires français lors de la folle équipée des mercenaires à Bukavu (juillet-novembre 1967).

Aux périodes de tensions avec la Belgique, le recours à la France apparaissait comme très important, d'où parfois certains mouvements d'humeur des coopérants belges à l'égard d'une ambassade de France qui paraissait trop dynamique.

Au Rwanda et au Burundi, l'aide française se limite à peu près exclusivement au domaine culturel.

— Éthiopie

La visite du général de Gaulle en août 1966 renoue avec des relations fort anciennes, puisque Ménélik avait été soutenu dans ses entreprises par M. Lagarde et que le chemin de fer franco-éthiopien Djibouti-Addis Abeba fut longtemps la seule voie d'approvisionnement. Après le triomphe de l'Anglais avec l'occupation britannique, le français avait progressivement remonté. La majorité du Conseil des ministres demeure francophone. Mais, hélas ! les jeunes générations et les étudiants se sont mis à l'anglais...

Curieusement le rétablissement de la conduite à droite avait été considéré comme une victoire des francophones.

La visite du général de Gaulle à Djibouti réveille les passions et les hostilités entre les deux ethnies, les Afars et les Issas, dont l'une compte de nombreux partisans d'une grande Somalie.

Mais les relations entre la Somalie (capitale : Mogadisque) et la France s'étaient nettement améliorées. L'Empereur d'Éthiopie comme M. Ali Shermake préférant l'un et l'autre le *statu quo*, qui est le plus favorable au développement économique et social de ce qui va devenir la Côte des Afars et des Issas.

En Éthiopie, l'installation à Addis Abeba de l'OUA et de son secrétaire général, le guinéen francophone Diallo Telli, avait considérablement relancé le français. En août 1968, l'enseignement du français devient obligatoire dans les quatre dernières années des cours secondaires alors que dans le lycée français d'Addis Abeba et le collège catholique de Diré Daoua, il, est bien entendu, langue

d'enseignement. Outre cet effort spécifiquement culturel où il y aurait lieu de noter la mission archéologique française, et sur le plan social, une mission de médecine vétérinaire et d'épidémiologie animale, en février 1969, une mission pour la mise en valeur de Wabi Shebele, est envoyée; l'accord franco-éthiopien est publié par le décret n° 69-1145 du 18 décembre 1969

— *Afrique anglophone*

Le *Libéria* est la plus ancienne république anglophone d'Afrique et la France, à l'époque de la délimitation de la Guinée et de la Côte d'Ivoire notamment, avait eu des relations avec cette étonnante république nègre que son président Tuhman, en un quart de siècle de gestion, a fait sortir dans le monde moderne. Le président Tuhman est venu du 30 juin au 4 juillet 1970 à Paris. Au cours d'une conférence de presse, le 2 juillet, il a fait appel à des capitaux et à l'aide française pour créer une industrie sidérurgique.

— *Ex-British West Africa*

Dans les quatre États ouest-africains de l'ancienne Afrique anglaise, les relations commerciales sont anciennes. Il faut noter également l'importance des missions catholiques françaises : Spiritains, Missions africaines de Lyon, Pères Blancs dans les *Northern Territories* du Ghana. Au lendemain des indépendances, des investissements privés français vinrent au Ghana et des entreprises de travaux publics reçurent des commandes importantes en Nigeria.

L'affaire du Biafra fut la seule où le général de Gaulle prit publiquement position pour le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en faveur des Ibos. Mais l'aide fut surtout sanitaire et morale, le gouvernement du Biafra ne fut pas reconnu et l'ambassade de France demeura à Lagos, tenant ferme contre les manifestations de quelques jeunes gens excités portant pancartes.

L'affaire du Biafra représente dans la politique du général de Gaulle un cas particulier. En effet, c'était Azigiwé, un Ibo, qui avait fait rompre les relations diplomatiques au lendemain de la première bombe atomique française, c'étaient des Nigériens (en majorité Ibos) qui avaient soutenu la rébellion bamiléké du Cameroun alors que des éléments militaires français participaient au maintien de l'ordre. Dans les affaires concernant la France, c'étaient plutôt les Yoruba et les Peuls Haoussa du Nord qui soutenaient les positions françaises.

L'existence d'un important noyau catholique ibo, les souffrances supportées par les enfants biafrais devaient attirer les sympathies du général de Gaulle contre — il faut bien le dire — les intérêts économiques français des entrepreneurs de travaux publics et ceux de la majorité des pétroliers.

Afrique orientale et Afrique centrale ex-anglaise

Au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Malawi, en Zambie, des efforts français ont été faits sur le plan culturel. Des experts français travaillent dans ces régions mais à titre exceptionnel. En *Rhodésie*, lors de la proclamation de la

République, la France, le 11 mars, ferme son consulat en même temps que les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas ; le 7 avril, la France vote la résolution du Conseil de sécurité sur la Rhodésie.

— Colonies portugaises : l'affaire de Cabora-Bassa

Le 19 septembre 1969 était signé à Lisbonne un accord entre le gouvernement portugais et le consortium Zanico. Le complexe hydro-électrique (dont les trois premiers groupes de 400 000 kwh doivent entrer en fonction en 1974) représente un investissement de 250 millions de dollars.

La centrale de CB pourra fournir 18 milliards de Kwh/an (Asssonan : 10 milliards, Continent africain 70 milliards).

Le consortium Zanico (Zambeze Consorcio Hidroelectrico) comprend plusieurs compagnies françaises CGEE, Alsthom, Fougerolle... entreprises allemandes, suisses, italiennes... sud-africaines. Seules les entreprises suédoises se sont retirées sous la pression de l'opinion publique.

Fourniture d'armes à la contre-révolution

Mais Cabora-Bassa, c'est le renforcement du potentiel économique par des entreprises privées en un point qui se trouve à proximité du pays makondé, zone contrôlée par le FRELIMO.

Plus grave est la fourniture d'armes au Portugal et à la République d'Afrique du Sud. Pays industriel, riche, la République sud-africaine est un partenaire économique non négligeable. La vente par la France de sous-marins ne représente peut-être pas un danger pour les opposants bantous. Elle renforce néanmoins le potentiel militaire de la contre-révolution en Afrique.

Le Comité national de soutien de la lutte de libération dans les colonies portugaises¹, dans un communiqué du 18 juin 1960, disait : « Ce que nous voulons c'est que la France cesse de fournir au Portugal des *alouettes*, des vedettes, des chars, des camionnettes, et des armes de toutes sortes. Si la France fait cela, si la France agit dans ce sens de sa politique de décolonisation, ce sera alors une grande contribution à notre lutte. »

On peut faire confiance aux partis d'opposition français pour dénoncer les ventes d'armes si elles doivent avoir lieu. Par ailleurs, le Gouvernement français ne peut rester insensible à l'opinion publique des pays africains ou à une décision de *boycott* de l'unité africaine si elle était vraiment suivie. Les cinq abstentions enregistrées lors du vote de l'OUA devraient constituer un avertissement.

Au terme d'un exposé sur l'évolution des rapports entre la France et l'Afrique noire, il n'est pas inutile de rappeler que les représentants des États africains et de la République malgache aux Nations Unies, dans les grands débats (celui du Proche-Orient notamment) ne votent nullement de façon systématique avec la

¹ 6, rue Émile-Dubois, Paris, XIV^e.

France. La vision stéréotypée d'une sorte de tirailleur sénégalais marchant au pas cadencé sous les ordres de l'ancien maître français est un schéma commode pour journalistes anglophones et paresseux.

Dix années d'indépendance ont modelé pour ces États africains de nouvelles personnalités qui s'expriment aux Nations Unies, à Bruxelles lors des débats des Six et des Dix-huit, à l'organisation de l'Unité africaine d'Addis Abeba.

Les États de l'ancienne Afrique française prennent leurs distances vis-à-vis de l'ancienne métropole. Les États de l'ancienne Afrique anglaise se rapprochent volontiers de la France pour faire contrepoids à Londres et chercher des investissements. Malgré les relations jugées trop étroites avec l'Afrique du Sud et le Portugal, la France reste encore auréolée du prestige du général de Gaulle, champion de la décolonisation et du libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Georges CHAFFARD, « L'aide économique et technique de la France », *le Monde Diplomatique*, mai 1964.

Gilbert COMTE, « La France et l'Afrique », *le Monde*, 2 juin 1969.

Chester A. CROCKER, *France's changing military interests, Africa Report*, juin 1968.

Philippe DECRENE, « Du bon usage de la coopération », *le Monde*, 10 avril 1969.

Abel EYINGA, « France et USA : deux manières d'aider », *Jeune Afrique*, 12 février 1967.

Philippe HERREMAN, « Un "domaine réservé" : la politique africaine », *le Monde Diplomatique*, janvier 1968.

Simone MALLET-BUISSON, « L'aide publique française aux États africains et malgaches », *Bulletin de liaison et d'information de l'administration centrale des Finances* N° 48.

Olivier MARIDON, « De Gaulle et l'émancipation des peuples », *Bulletin de liaison et d'information de l'administration centrale des Finances* N° 48, juillet-septembre 1969, p. 23-45.
« Dossier du mois, Croissance des Jeunes nations », juillet-août 1969, p. 19-26.

Alain PLANTEY, « Indépendance et coopération », *Revue juridique et politique*, 1^{er} trimestre 1964.